

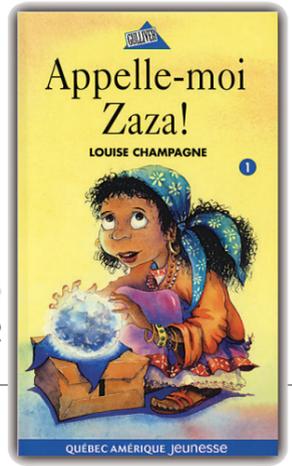


**Thierry Bourgoignie
et la consommation
«durable»**
Page 5



**Mathieu Marion
conjugue histoire,
philosophie et
mathématiques**
Page 7

Zaza et Louise
Page 12



Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXX
Numéro 2
22 septembre 2003

L'UQAM «essentielle»

Audacieuse, novatrice, excellente, rien de moins!

— Réal Raymond

Céline Séguin

Diplômé de l'UQAM, Réal Raymond est le grand patron de la Banque Nationale du Canada. Ses lourdes responsabilités — un actif de 75 milliards à gérer! — ne l'empêchent pas de présider la campagne majeure de développement de l'Université. «Mon prédécesseur à la BN disait toujours : *Si vous voulez que quelque chose se fasse, donnez-le à quelqu'un d'occupé !*», lance-t-il, sourire en coin, avant d'ajouter à quel point il considère important que le monde des affaires se préoccupe des universités, de la recherche et de la relève. «Moi, j'ai reçu beaucoup de la société et de l'UQAM. Mon implication, c'est une façon de témoigner ma reconnaissance.»

Un cabinet influent

Pour mener à bien sa mission, M. Raymond a réuni autour de lui une équipe solide. «Je suis très satisfait de la composition du cabinet de campagne, des qualités personnelles de ses membres et de leur rayonnement économique et social. On y retrouve des diplômés de divers secteurs, des membres de la direction de l'UQAM, ainsi que de grands chefs d'entreprises qui tous ont à cœur le développement de l'Université.» Parmi ces alliés de choix figurent Pierre Boivin (Canadien/Centre Bell), Paul Desmarais jr (Power Corporation), Serge Godin (CGI) et Pierre Lampron (TVA films), pour ne nommer que ceux-là.

Toutefois, leur recrutement n'allait pas de soi. «L'UQAM ne compte pas plusieurs générations de diplômés. Il fallait élargir le cercle auprès de gens qui n'étaient pas familiers avec l'Université et surtout, les convaincre. Or, dans le milieu qui est le mien, celui des affaires et de la finance, l'UQAM est plutôt perçue comme une jeune université qui a beaucoup d'idées mais qui n'est pas toujours très disciplinée. Cependant, tout le monde reconnaît son dynamisme et sa volonté de sortir des sentiers battus. C'est ce qui attire, une fois la première barrière franchie.»

Ainsi, quand le président de la campagne a approché Paul Desmarais jr, ce dernier s'est demandé ce qu'il irait faire dans cette galère. «Je

lui ai dit : *Écoute, c'est une université novatrice, près du terrain, qui répond aux besoins des gens et qui est accessible. C'est essentiel pour la société québécoise. De plus, elle a réussi à développer des créneaux d'excellence qui font qu'aujourd'hui, elle est aussi bonne voire meilleure que d'autres universités plus anciennes.* Et il a cru au message.»

Prenez position

L'UQAM, selon M. Raymond, dispose d'atouts indéniables pour le succès de l'actuelle campagne. «On ne peut plus nier l'importance de l'UQAM sur la scène québécoise et son rôle actif dans la formation des jeunes générations. Autre atout, ses nombreux chercheurs qui se démarquent dans leur domaine d'expertise et dont on reconnaît partout l'excellence : Charles-Philippe David, en science politique, Yves Bergeron, en foresterie, Richard Béliveau, en recherche biomédicale ou Pierre Fortin, en économie. S'y ajoute son bassin d'étudiants et de diplômés qui s'illustrent dans le monde du journalisme, des communications, du théâtre ou de la littérature.»

Enfin, dit-il, l'UQAM est aussi reconnue comme une université ouverte au milieu qui n'hésite pas à répondre aux besoins des collectivités par des partenariats novateurs. «C'est vrai pour les groupes communautaires, c'est vrai aussi pour le monde des affaires. Par exemple, la Banque Nationale est très satisfaite du programme de formation offert par l'ESG depuis maintenant cinq ans et qui a été développé en étroite collaboration avec nous. Actuellement, quelque 3 000 employés de la BN suivent des cours à l'UQAM. Des programmes sur mesure sont aussi offerts à d'autres partenaires, tels le Mouvement Desjardins ou Hydro-Québec. Bref, ce n'est pas une tour d'ivoire mais une université moderne et audacieuse, et ça, c'est apprécié.»

À ce jour, M. Raymond se montre satisfait des résultats de la campagne. «Nous avons atteint la barre des 30 M \$. C'est d'autant plus encourageant que nous avons eu un été difficile — pensons au SRAS — et que la situation économique, bien que bonne, n'est pas extraordinaire»,

déclare-t-il, tout en précisant qu'il reste encore beaucoup à accomplir. Ses priorités? Accélérer la collecte des dons majeurs et s'assurer que la sollicitation auprès des PME est bien enclenchée.

À cet égard, l'étendue de son réseau de relations représente évidemment un avantage. «C'est sûr qu'on peut réussir à recueillir de l'argent auprès de personnes parce qu'on les connaît et qu'elles se sentent obligées de le faire. Mais mon rôle, c'est surtout d'ouvrir des portes grâce à mes contacts. Après, c'est aux gens de l'Université à vendre leurs idées, à promouvoir leurs projets, avec passion et conviction.» Selon lui, si la communauté universitaire s'implique à fond et répond positivement à la sollicitation, l'UQAM, au moment du lancement public de la campagne, prévu en avril 2004, devrait pratiquement avoir atteint l'objectif ciblé. Une somme de 50 ou 75 M \$? «50 millions. Je suis un homme réaliste, moi!» de conclure le prudent et avisé banquier •

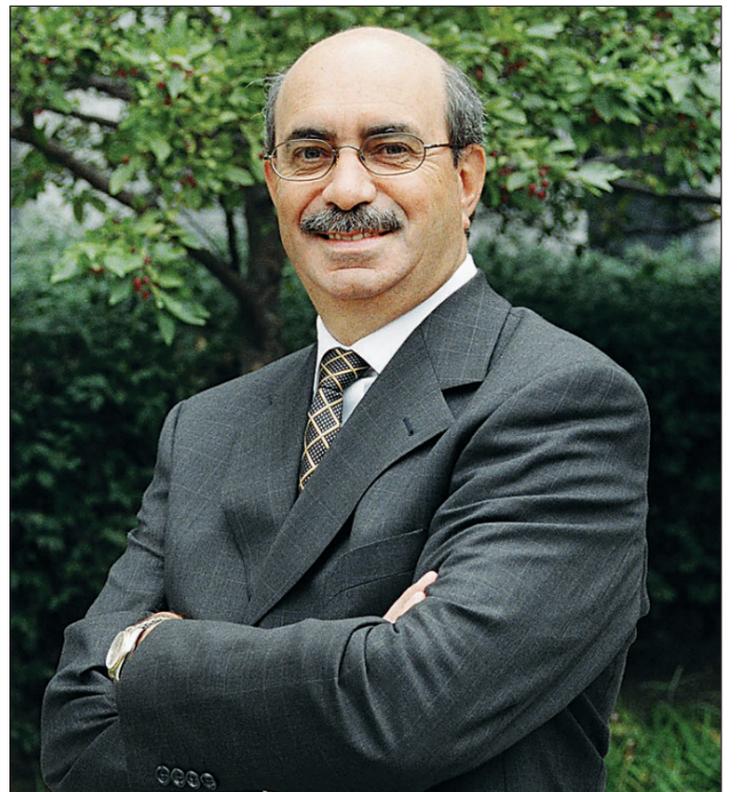


Photo : Nathalie St-Pierre

Réal Raymond, président et chef de direction à la Banque Nationale du Canada, diplômé de l'UQAM (MBA, 1986) et président de la campagne majeure de développement de l'Université.

La fracture Nord / Sud consommée

Michèle Leroux

«L'OMC n'a pas tenu ses promesses. Très ébranlée, elle déraile. Sa crédibilité et celle de son directeur sont maintenant en jeu», conclut le professeur Christian Deblock, directeur du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM) de l'UQAM, au lendemain de l'échec retentissant de la 5^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s'est tenue à Cancun, du 10 au 14 septembre derniers.

Si l'événement a révélé la capacité du Sud de s'organiser pour défendre ses intérêts, comme l'illustre la création du G22, ce groupe qui réunit 22 pays dont le Brésil, l'Inde et la Chine, il a aussi mis en lumière la diversité des intérêts, tant au Nord qu'au Sud.

«Ni les pays développés ni les pays en développement ne présentent un front unifié, note M. Deblock. Ce ne sont pas tous les pays pauvres qui veulent s'en prendre aux subven-

tions accordées par les pays riches à leurs agriculteurs. Pour plusieurs qui sont importateurs de denrées, cela leur assure de meilleurs prix, alors que les pays exportateurs veulent faire tomber les barrières qui bloquent ou limitent l'accès aux marchés du Nord.»

La conférence de Cancun survenait à mi-parcours du cycle de négociations lancé à Doha, au Qatar, en novembre 2001. Ce cycle baptisé le «Programme de développement de Doha», visait à aider les pays en développement à intégrer le système commercial mondial. L'échéance pour conclure un nouvel accord de commerce multilatéral a été fixée au 1^{er} janvier 2005. La réunion ministérielle de Cancun devait faire le point et relancer les négociations qui piétinent sur plusieurs fronts.

Les profondes divisions au sein des 146 pays membres de l'OMC (bientôt 148, avec l'entrée officielle du Cambodge et du Népal le mois prochain) se sont cristallisées à Cancun sur les dossiers de l'agricul-

ture et des règles d'investissement, menant la réunion à un constat d'échec qui rappelle celui de la conférence de Seattle en 1999.

Retour au bilatéralisme

Les pays pauvres réussiront-ils à traduire en gains économiques leur victoire politique sur les pays développés, notamment les États-Unis et l'Union européenne? Pour le professeur Deblock, rien n'est moins sûr. «L'échec de Cancun augure mal pour les négociations commerciales, parce qu'il laisse la place au bilatéralisme et au régionalisme. Les rapports de force lors de négociations bilatérales sont bien différents de ceux qui prévalent lorsqu'on négocie des accords multilatéraux. Les États-Unis, par exemple, qui sont sortis de Cancun très en colère, pourraient durcir leur position et tenter de diviser les pays. Jusqu'à présent, leur attitude était plutôt conciliante face au Brésil. Cela pourrait changer.»

Suite en page 2 ►

À l'Institut Nord-Sud



Mme **Bonnie Campbell**, professeure au Département de science politique, a été élue présidente du Conseil d'administration de l'Institut Nord-Sud, un organisme réputé pour ses solides analyses sur la politique étrangère du Canada. Depuis près de 30 ans, cet Institut appuie les efforts mondiaux visant à consolider la coopération internationale et à prévenir les conflits. Il collabore avec un large éventail d'organisations canadiennes ou internationales et partage le fruit de ses recherches avec les décideurs, les éducateurs, le monde des affaires et les médias. Mme Campbell y apportera ses années d'expertise en matière de développement international, notamment en ce qui concerne l'Afrique. Ses travaux actuels portent sur les réformes proposées par les institutions financières multilatérales dans des domaines comme la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté; les politiques canadiennes d'aide au développement international; la crise politique en Côte d'Ivoire et les incidences de l'activité minière en Afrique.

Importante nomination



La directrice de l'Institut Santé et société, Mme **Diane Berthelette**, également professeure au Département Organisation et ressources humaines, a été nommée membre du Conseil d'administration, secteur éducation, de l'Institut national de santé publique du Québec. Ce dernier, créé en 1998, a pour fonction principale de soutenir le ministre de la Santé et des services sociaux (MSSS) et les régies régionales dans l'exercice de leur mission en santé publique. Cet institut a également pour mandat de contribuer au développement, à la mise à jour, à la diffusion et à la mise en application des connaissances dans le domaine de la santé publique, notamment en collaborant avec les universités dans l'élaboration de programmes de formation et le développement de la recherche.

Prix en chimie



Le professeur **René Roy** du Département de chimie a reçu récemment le prix *Melville L. Wolfrom* de la Division of Carbohydrate Chemistry de l'American Chemical Society (ACS) qui voulait ainsi souligner l'excellence de ses travaux de recherche. Ce prix est considéré comme le deuxième plus prestigieux de cette division de l'ACS en Amérique du Nord. Rappelons que M. Roy a travaillé à la mise au point des vaccins à base d'hydrates de carbone pouvant permettre le traitement d'infections microbiennes ou virales, et qu'il est aussi à l'origine d'un vaccin breveté contre la méningite et la pneumonie de type *haemophilus influenza* (type b).

Hommage à une ergonomiste



Mme **Nicole Vézina**, professeure au Département de kinanthropologie et chercheuse au Centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE), a reçu dernièrement un hommage de l'Association canadienne d'ergonomie – Région Québec (ACE-Q) lors de son banquet des *Journées de la pratique*. L'Association a voulu souligner l'influence marquante des travaux de Mme Vézina sur la pratique, l'enseignement et la recherche en ergonomie au Québec. C'est la première fois qu'un tel hommage est rendu dans le cadre de cet événement qui, depuis 1998, réunit annuellement les ergonomes du Québec pour débattre des derniers résultats de la recherche scientifique dans le domaine.

Quelques chiffres

- 10 % des dépenses mondiales en santé s'effectuent dans les pays en développement, où 80 % des problèmes de santé sont vécus.
 - Les pays riches accordent chaque année plus de 300 milliards \$ de subventions à leurs agriculteurs.
- | Subventions par tête de bétail | Revenu national brut (RNB) par habitant |
|--------------------------------|---|
| États-Unis = 1 057 \$ | Éthiopie = 100 \$ |
| Europe = 803 \$ | Angola = 660 \$ |
| Japon = 2 555 \$ | Honduras = 920 \$ |

Sources : Banque mondiale, Guardian Weekly

Le nouvel ordre économique censé sortir de la pauvreté 144 millions d'humains d'ici 2015 est-il reporté aux calendes grecques? «Avant la conférence, d'importants retards avaient déjà été pris sur les échéanciers prévus, et ce dans à peu près tous les domaines de négociations, que ce soit l'agriculture, les services, les appellations d'origine, les règles, etc. À la suite de l'échec de Cancun, il m'apparaît clair que l'échéance du cycle de négociations de Doha, fixée à 2005, sera repoussée. Mais les négociations vont se poursuivre. On peut se rappeler que durant le cycle de l'Uruguay, la conférence de Montréal avait aussi été un échec. Cela n'avait pas empêché les négociations d'être couronnées de succès», explique le professeur.

Pour le directeur du CEIM qui connaît bien l'OMC, ayant notamment dirigé la publication d'un livre paru chez Fides l'automne dernier (*L'Organisation mondiale du commerce — Où s'en va la mondialisa-*

tion?), l'institution ne fonctionne plus. «On a besoin de règles, mais on ne peut en élaborer si on n'a pas de vision commune. Or à l'heure actuelle, deux visions très polarisées s'affrontent. La première, soutenue entre autres par les Américains, ne conçoit le développement que par le biais du libre-échange. L'autre, qui est à la base de la position du Brésil et de l'Inde par exemple, reprend l'équation du développement par le commerce mais dans la mesure où le libre-échange est équitable et prévoit des moyens permettant aux pays de se développer.»

Selon M. Deblock, un changement de perspective s'impose pour les pays en développement. «Ils doivent assumer les conséquences de leurs demandes et faire la preuve qu'ils peuvent se prendre en main.» Et le Canada dans tout cela? «Le Canada joue la vertu, comme à Doha en 2001, quoiqu'il avait alors contribué à bloquer l'accord sur les médicaments génériques. Il se donne un

rôle de facilitateur, d'intermédiaire, mais à force de ménager la chèvre et le chou, il en arrive à une position très ambiguë.»

Le règne du commerce

Le système commercial multilatéral a beaucoup évolué depuis la signature de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en 1947, par une vingtaine de pays. L'ouverture des marchés, la circulation des marchandises, l'élaboration de règles, la transparence, l'entrée de la Chine en 2001, voilà plusieurs effets positifs de cette évolution, mentionne M. Deblock. Mais l'échec de Cancun et la polarisation des relations Nord / Sud soulèvent plusieurs questions fondamentales. «Le commerce est-il à lui seul un facteur de développement? Tout le monde a l'air de penser cela. Mais il faut aller au-delà de cette vision», propose le professeur.

Contrairement à d'autres institutions internationales, l'OMC dispose d'un mécanisme obligatoire de règlement des différends qui est extrêmement puissant et qui peut mener à des sanctions très sévères. «Cela est positif, mais comporte un effet pervers, explique M. Deblock, parce que le droit du commerce tend à s'imposer sur les autres droits. Prenons l'exemple des balais faits par des enfants pakistanais. L'OMC ne sévira que s'il y a là du dumping ou de la concurrence déloyale, étant donné les bas salaires. Mais elle ne s'intéresse pas au fait que le travail est effectué par des enfants. Le problème, c'est que les organismes internationaux tels l'Organisation internationale du travail, mandatés pour se prononcer sur cette problématique, ont beau considérer que cela est interdit, ils n'ont pas de réels pouvoirs de contrainte. Le système commercial multilatéral impose *de facto* une hiérarchie des droits, de conclure M. Deblock, faisant primer le droit du commerce sur les droits de la personne, de l'environnement, du travail, etc.» ●



Photo : Nathalie St-Pierre

Le directeur du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM), M. Christian Deblock.

L'OMC en bref

- Créée le 1^{er} janvier 1995
- A succédé au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
- Siège : Genève, Suisse
- Directeur général : Supachai Panitchpakdi
- Nombre de membres : 148 pays (en octobre 2003)
- Décisions : à l'unanimité
- Fonctions :
 - Administration des accords commerciaux de l'OMC
 - Cadre pour les négociations commerciales
 - Règlement des différends commerciaux
- Instance décisionnelle : la Conférence ministérielle
 - regroupe les ministres du commerce extérieur de tous les pays membres
- Conférences ministérielles depuis la création de l'OMC:
 - 1^{er} Singapour en 1996
 - 2^e Genève en 1998
 - 3^e Seattle en 1999
 - 4^e Doha (Qatar) en 2001
 - 5^e Cancun en 2003
- Principaux dossiers actuels :
 - agriculture
 - services
 - produits industriels
 - appellations géographiques
 - règlement des différends
 - environnement
 - questions de Singapour : investissement, concurrence, transparence des marchés publics et facilitation des échanges
- Dernier accord conclu : le 30 août 2003, un accord sur les médicaments génériques énonce les règles permettant aux pays pauvres de déroger aux régimes des brevets.

SUR INTERNET

Le site Web de l'OMC : www.wto.org
Le site Web du CEIM : www.ceim.uqam.ca

L'UQAM

Le journal L'UQAM est publié par le Service des communications.

UQAM

Université du Québec à Montréal,
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal, Qué., H3C 3P8

Directrice du journal :

Angèle Dufresne

Rédaction :

Anne-Marie Brunet, Claude Gauvreau,
Michèle Leroux, Céline Séguin

Photos :

Michel Giroux, Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique :

Jean Gladu, designer

Infographie :

Service des communications

Publicité :

Rémi Plourde (987-4043)

Impression :

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal :

Pavillon Judith-Jasmin J-M330

Téléphone : 987-6177

Télécopieur : 987-0306

Adresse courriel :

journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal :

www.journal.uqam.ca/

Politique éditoriale et tarifs publicitaires

sur le site Web du journal L'UQAM à

www.journal.uqam.ca/redac.htm

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0831-7216

Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

Grands projets institutionnels et politique linguistique

Angèle Dufresne

Le recteur de l'UQAM, M. Roch Denis, a profité de la première réunion de la Commission des études de la rentrée d'automne pour présenter aux commissaires, le 9 septembre dernier, les aspects du plan d'action de la direction, réactualisé au cours de l'été, qui mettent l'accent sur les grands projets de développement de l'UQAM et la mise à jour des politiques institutionnelles et administratives.

Au nombre des grands projets institutionnels qui mobiliseront les forces vives de l'Université, le recteur a nommé :

- la campagne majeure de développement, lancée auprès de la collectivité de l'UQAM, le 9 septembre également, (avec un objectif de 3 millions \$ pour l'interne) qui devrait permettre à l'Université de bonifier son programme de bourses et les programmes de soutien et de réussite des étudiants. Le succès de la campagne à l'interne, a insisté le recteur, déterminera dans une large mesure le succès de la campagne publique qui sera lancée en avril prochain;
- la relance du projet Téluc-UQAM «qui devrait évoluer très rapidement au cours de l'automne», a-t-il précisé. Une fois la nouvelle équipe de direction de la Téluc mise en place avec à sa tête Mme Louise Bertrand (nommée par le Conseil des ministres le 10 septembre 2003), «ce très grand projet», selon les mots du recteur, pourra être mis en œuvre, permettant à la Téluc de se redé-



Photo : Denis Chalifour

Le recteur, M. Roch Denis.

ployer et à l'UQAM de profiter considérablement de ce rattachement;

- l'achèvement du Complexe des sciences avec la construction du Pavillon des sciences biologiques et du «Cœur des sciences» est au centre du développement immobilier du campus qui comporte également la restauration de plusieurs autres bâtiments (dont nous reparlerons bientôt).

Le recteur a précisé également comment la direction envisageait consolider les missions académiques de l'UQAM en annonçant que plusieurs politiques institutionnelles seraient révisées, certaines dès cet automne, tandis que de nouvelles seraient élaborées :

- la politique de développement international, suivie d'une réforme majeure du Bureau de la coopération internationale;
- la politique de la recherche;
- la politique de la création;
- la politique des instituts de recherche;
- la politique de la formation continue et le plan d'implantation des campus régionaux;
- la politique et le plan d'action des services aux collectivités;
- la politique linguistique.

Il a précisé, en outre, que le plan de relance des bibliothèques et le plan de développement des facultés seraient redéployés cette année.

M. Denis a souligné, par ailleurs, que nous étions les hôtes du congrès de l'ACFAS de mai prochain et que ce serait une belle occasion pour «prolonger sur la scène publique» les contributions exceptionnelles de notre Université en recherche et en création. L'UQAM attend plus de 5 000 personnes à cet événement, inscrit sous le thème de la «Société des savoirs».

Importance primordiale donnée à la qualité du français

Le recteur déposait pour examen, un projet de politique linguistique qui

sera débattu à la réunion d'octobre de la C.É. puis soumis à une vaste consultation interne. Ce projet de politique sur la langue réaffirme sans équivoque le caractère français de l'UQAM et le «rôle exemplaire» que l'Université doit assumer pour relever la qualité de la langue française parlée et écrite. «Considérant que la maîtrise de la langue est une condition indissociable d'une formation universitaire de haut niveau, l'UQAM souhaite être reconnue comme institution exigeante et rigoureuse à cet égard», lit-on dans le préambule du projet de politique. Mais, pour assurer son développement et son rayonnement, l'UQAM doit aussi faire preuve d'ouverture au monde, et la politique définit les conditions d'apprentissage et d'utilisation d'autres langues que le français, tant dans le cadre de la formation que dans celui de la réalisation des missions universitaires.

La langue de travail et de communication est évidemment le français, de même que la langue d'enseignement et celle privilégiée pour le matériel pédagogique. Par ailleurs, l'UQAM reconnaît l'importance pour ses étudiants des cycles supérieurs, notamment, de maîtriser la langue anglaise et d'autres langues étrangères et prendra les mesures nécessaires pour en encourager l'apprentissage et le perfectionnement (art. 9.1).

L'École de langues sera largement mise à contribution dans l'application de cette politique aussi bien pour les cours d'apprentissage des langues étrangères, pour les cours crédités de langues autres que le français et pour les échanges d'étudiants (négociés sur une base de réciprocité), que pour les cours de mise à niveau de la langue française des étudiants non francophones. À ce chapitre, l'UQAM se veut une université d'ouverture, d'accessibilité et d'inclusion et apportera aux étudiants non francophones le soutien nécessaire pour faciliter leur intégration «non seulement dans leur programme d'études, mais dans la société québécoise».

En ce qui regarde «l'orientation linguistique» de la formation sur mesure, le projet de politique propose de solliciter un avis du ministre de l'Éducation et du ministre de la Culture et des Communications responsable de la Charte de la langue française «sur l'interprétation à donner à la politique linguistique québécoise à ce sujet».

Le personnel d'enseignement se devra de maîtriser le français et dans le cas, à l'embauche, de personnes dont ce ne serait pas la langue maternelle, l'Université verra à ce qu'elles acquièrent dans un délai raisonnable une maîtrise adéquate de la langue orale et écrite avant de s'acquitter de leurs tâches professionnelles. En ce qui regarde le personnel administratif, l'UQAM prône l'utilisation d'un français de qualité dans ses documents officiels et ses communications institutionnelles.

Test de français à l'admission

Dans le projet de politique, l'UQAM reconnaît la nécessité d'évaluer à

l'admission les compétences linguistiques de ses étudiants et de soutenir par des approches pédagogiques novatrices ceux qui n'auraient pas une connaissance suffisante de la langue pour réussir leur parcours académique. Ainsi elle soumettra tous les étudiants de premier cycle à un test de français à l'entrée, à l'exception de ceux qui ont subi celui du ministère de l'Éducation. À la Faculté des sciences de l'éducation, des modalités particulières s'appliquent déjà.

C'est le secrétaire général qui sera responsable de l'application de la politique et soumettra un rapport annuel à la Commission des études et au Conseil d'administration. Le Bureau de la qualité de la langue, dirigé par Mme Françoise Talbot, assurera la mise en œuvre de la politique, tandis que le Comité consultatif permanent de la politique linguistique qui relève du recteur sera composé de repré-

sentants de l'administration, du Département de linguistique et de didactique des langues, de l'École de langues, de représentants des chargés de cours, du personnel non enseignant et des étudiants. La composition du comité et sa présidence sont approuvées par la Commission des études sur recommandation du recteur.

Le plan d'action qui a été déposé en même temps que le projet de politique prévoit un train de mesures pour améliorer la qualité de la langue des étudiants : nouveaux cours d'appoint, services de monitorat, recrutement de correcteurs, budget pour la traduction en français ou l'adaptation de manuels ou la production de matériel original, mise au point d'outils linguistiques, etc. On prévoit créer éventuellement un Centre d'aide en langue française avec la collaboration du Département de linguistique et de didactique des langues •

Reconnaissance de la propriété intellectuelle

À sa troisième présentation à la Commission des études, le projet de politique sur la reconnaissance et la protection de la propriété intellectuelle préparé par le vice-recteur associé à la recherche et à la création, M. Daniel Coderre, a été adopté par les commissaires et est maintenant prêt pour une large diffusion au sein de la collectivité uqamienne, notamment auprès des étudiants.

Le recteur a parlé de «triomphe de collégialité» pour qualifier le processus qui a mené à l'adoption de cette politique, la plus complète qui soit dans l'univers universitaire québécois. Il a remercié chaleureusement tous ceux qui y ont travaillé ou ont collaboré à la bonifier.

L'UQAM a plus de 41 000 étudiants

À la période d'information, la registraire, Mme Claudette Jodoin, a annoncé fièrement aux commissaires que l'UQAM avait franchi la barre des 41 000 étudiants (41 077 pour être plus précis, au 8 septembre), avec une augmentation de 7 % des personnes ou 5 % en termes de EETC.

Les populations étudiantes ont augmenté partout au 1^{er} cycle et aux cycles supérieurs, à l'exception de certains programmes en sciences. L'admission de «nouveaux» étudiants a fait un bond de 9 % au 1^{er} cycle et de 8 % pour l'ensemble de l'Université. Mme Jodoin a précisé que l'UQAM a dû refuser un nombre important d'étudiants faute de locaux pour les accueillir.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

Bulletin de participation pour le tirage hebdomadaire d'une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2003-2004 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l'UQAM. Les gagnants devront présenter une *Carte UQAM* d'employé ou d'étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d'une fois au cours de la saison 2003-2004 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

Étudiant(e) - Programme : _____

Employé(e) - Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu'au 7 mai 2004. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.

Le journal *L'UQAM* publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.

La rentrée universitaire des tout-petits

Céline Séguin

Ils s'appellent Thierry, Élena, Axel, Chloé, Iman... Ils jouent à la poupée ou aux camions, adorent triturer la pâte à sel et se barbouiller les doigts de peinture. Ils ont de deux à cinq ans et déjà, ils fréquentent l'université. Ces petits prodiges, on l'aura deviné, sont inscrits dans l'un ou l'autre des trois centres de la petite enfance (CPE) hébergés par l'UQAM. À l'heure où les débats entourant l'accessibilité et la qualité des garderies font rage, le *Journal* est allé fureter du côté du CPE Mamuse qui accueille, depuis 23 ans, les enfants des membres de la communauté universitaire.

Un milieu stimulant

On les voit dans le corridor, le sac à dos chargé de bouquins et les mains fermement agrippées à la poussette, se frayant un chemin dans la cohue. Puis, ce sont les baisers mouillés, doux câlins et tendres adieux avant d'aller en cours ou de commencer le travail. On sait toutefois que les marmots rigoleront ferme avec les copains, ce n'est pas un hasard si la garderie s'appelle Mamuse.

Franchir la porte du «A-R460», c'est entrer dans un autre monde. Même si on y trouve des poussins, des pingouins, des kangourous et des girafes, le lieu n'a rien d'une jungle sauvage. Daniel Verreault, le directeur, et son équipe d'éducateurs — Suzanne, Marie-Claude, Charles et



Axel, deux ans, s'amuse avec les autres «poussins».

les autres — savent apprivoiser et charmer leurs 48 petits lutins. La majorité, soit 30 enfants, sont les rejetons d'étudiants; les autres se répartissent entre employés, professeurs et chargés de cours. Mais ici, pas de barrières sociales ni de guerre de clans!

«On favorise les valeurs comme le respect, l'entraide, l'épanouissement, l'autonomie. Notre approche pédagogique est axée sur le jeu et c'est par lui qu'on amène les enfants à explorer et développer des habiletés

langagière, intellectuelle, socio-affective ou motrice», précise Daniel. Aux traditionnels jeux libres dans les «coins» poupée, lecture ou bricolage, s'ajoutent des activités dirigées, ainsi que plusieurs sorties placées, cette année, sous le signe des arts : quatre pièces à la Maison Théâtre, six concerts des Jeunesses musicales et des cours de danse donnés par une diplômée de l'UQAM.

«On a une belle collaboration avec les gens de l'Université. Le Département de musique nous invite à des répétitions, les étudiants nous montrent le fonctionnement des instruments, les enfants adorent ça! Aussi, à chaque session, des étudiants en éducation physique les amènent en gymnase pour faire des exercices de motricité dans le cadre d'une activité créditée. Les départements et services nous envoient du papier et du carton, nous reçoivent à l'Halloween, c'est vraiment super!» Un milieu tellement stimulant que cinq éducateurs sont fidèles au poste depuis au moins 10 ans, dont trois depuis plus de vingt ans!

Véritable microcosme

Évidemment, en 23 ans d'existence, bien des choses ont changé au CPE Mamuse, dont la fameuse politique des garderies à 5 \$.«Pour les étudiants, ainsi que pour les femmes mo-

noparentales qui sont secrétaires ou techniciennes, ça fait toute une différence. Avant, certains parents, même avec une subvention, pouvait défrayer de 12 à 15 \$ par jour, davantage s'ils avaient deux enfants. Ça mangeait leur bourse ou leur paye! Quant à nous, on a moins de difficultés à récupérer les frais et les retards sont plus rares.»

Autre transformation, la composition de la clientèle. «Nos règlements prévoient que 50 % des places sont attribuées aux étudiants, l'autre moitié aux personnels. Or, il y a quelques années, en raison du vieillissement des corps d'emploi, 90 % de notre clientèle était étudiante, le reste étant des enfants d'employés surnuméraires ou à statut particulier. L'équilibre revient tranquillement, en raison des ouvertures de postes et des départs à la retraite.»

Le profil des étudiants parents, dit-il, a aussi changé. «Ils sont beaucoup plus jeunes qu'avant, certains n'ont que 21 ou 22 ans. Comme on prend les enfants à partir de deux ans, ça veut dire que les étudiants les ont eu à 20 ans, parfois moins! En outre,

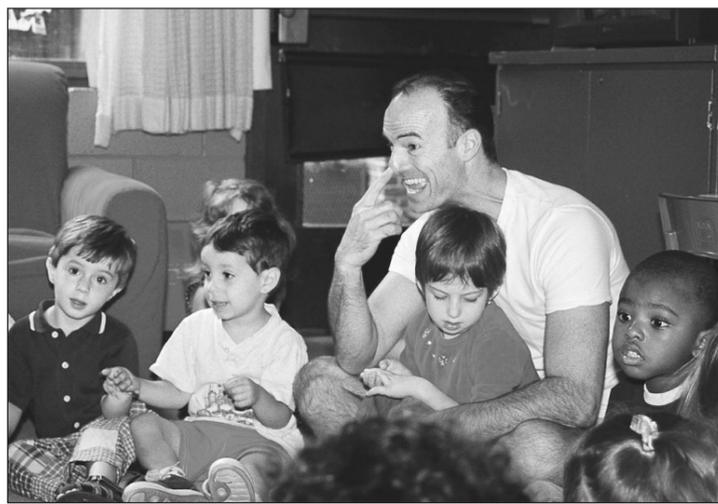
ils ont souvent plusieurs enfants à charge. À titre d'exemple, nos règlements stipulent que les enfants ayant déjà un frère ou une sœur ici ont un statut prioritaire sur la liste d'attente. Or, j'en ai déjà cinq sur ma liste! »

Enfin, quand on entre au CPE, on est frappé par sa belle diversité : petits yeux bridés, cheveux crépus, teint basané, accent chantant... «Avant, on avait surtout des Québécois «pure laine». Maintenant, 30 % des enfants sont d'une autre origine ethnique. Il s'agit principalement des enfants d'étudiants internationaux, plusieurs venant de Tunisie ou du Maroc. On s'est adapté à cette nouvelle réalité. Par exemple, le porc est banni du menu, Pâques est devenu la fête du chocolat et le Père Noël a volé la vedette à la crèche afin que tout le monde puisse s'amuser.»

Certaines choses ne changent pas, par ailleurs. «Les gars sont toujours plus turbulents que les filles et c'est comme ça depuis 20 ans, malgré la vague féministe et le mouvement des hommes roses!», de conclure, philosophe, le dynamique directeur ●



Les «girafes» jouent à la coiffeuse avec Marie-Ève Hudon.



C'est l'heure de la comptine avec Charles Cyr.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

De la Belgique au Québec, consommation oblige

Michèle Leroux

Qu'est-ce qui a bien pu séduire le professeur Thierry Bourgoignie, expert reconnu en droit européen de la consommation, au point de quitter sa Belgique natale pour s'installer au Québec et enseigner à l'UQAM? D'abord «le pays», confie celui que nos grands espaces fascinent. Ensuite, l'ouverture d'esprit des gens d'ici. Enfin, les caractéristiques mêmes de l'UQAM. «En Belgique, il y a plus de contraintes sociales, de traditions et un sens de la hiérarchie. Ici les débats sont plus ouverts, particulièrement dans cette université, où les idées progressistes et la réflexion critique sur la mondialisation sont possibles. Tout cela me plaît, explique la nouvelle recrue du Département de sciences juridiques, qui se réjouit déjà à la perspective d'y poursuivre ses activités de recherche.

«J'ai quitté l'Université catholique de Louvain après plus de 20 ans d'enseignement parce qu'il était devenu parfaitement clair que je n'obtiendrais pas l'aide nécessaire pour poursuivre mes recherches», explique M. Bourgoignie. Il faut savoir qu'en Europe, un professeur régulier enseigne en général à deux groupes, de taille variant entre 300 et 400 étudiants. Enseigner, encadrer, faire passer quelque 600 examens oraux, voilà qui meuble déjà bien un agenda. Cela n'a toutefois pas empêché M. Bourgoignie de fonder et diriger un important institut de recherches – le Centre de droit de la consommation – pendant plus de 20 ans, d'être accueilli comme professeur invité dans une douzaine de prestigieuses universités d'Europe, d'Australie et d'Amérique, d'assumer la présidence de l'Association internationale du droit de la consommation, de publier une dizaine d'ouvrages et une centaine d'articles, tout en participant



Photos : Michel Giroux

Le professeur Thierry Bourgoignie, nouveau professeur au Département de sciences juridiques.

au comité de rédaction de plusieurs revues juridiques. «Une vie de fou», concède le professeur.

Expert en droit continental

L'expérience et l'expertise de M. Bourgoignie s'avèrent un atout de taille pour la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM. À la suite de la chute du mur de Berlin et de l'implosion de l'empire soviétique, l'Europe des Quinze a décidé de s'ouvrir à l'Est, entreprenant un travail colossal visant à assurer l'intégration économique, politique et juridique d'une douzaine de pays de l'Europe centrale et orientale. Or c'est à Thierry Bourgoignie et à son centre de recherche que la Commission européenne – l'organe exécutif de l'Union européenne – a confié l'immense tâche de préparer les textes assurant l'harmonisation des lois de ces pays en matière de protection des consommateurs.

«Le principe qui prévaut au sein de l'Union européenne oblige chaque nouvel adhérent à adopter des lois nationales compatibles avec les politiques communes de l'Union. Sans ce processus, il n'y a pas d'adhésion. Ce qui est intéressant avec la démarche européenne, poursuit le professeur, c'est que les lois protectrices, si souvent menacées lorsque l'on ouvre les frontières, n'ont pas été démantelées. Elles ont même inspiré

les directives européennes, si bien que ces compromis ont permis de conserver un équilibre entre la libéralisation des marchés et le besoin de protection sociale pour les consommateurs. Mon diagnostic, dans l'ensemble, c'est qu'on en est arrivé à créer un droit européen de la consommation très solide, qui s'accompagne d'un arsenal juridique plus complet et plus performant».

Ces politiques européennes incorporent par exemple le principe de la responsabilité sans faute qui s'impose, lors d'un litige, aux fabricants de produits. Cette règle, tout à fait semblable à celle en vigueur au Québec, procure aux consommateurs européens une protection que le droit classique, en exigeant la preuve d'une faute, n'offre tout simplement pas, explique le professeur. L'interdiction totale de la publicité sur le tabac, qui sera en vigueur en Europe à compter de 2006, illustre également l'importance de la démarche, dont les effets sont tangibles.

L'Afrique ne sera pas en reste

Avec son collègue et ami Claude Masse, pionnier du droit de la consommation au Québec, M. Bourgoignie a participé à un projet de l'ACDI qui lui tient à cœur, soit la préparation d'un projet de loi sur la protection du consommateur pour une quinzaine de pays de l'Afrique

occidentale. «Ce serait un pas énorme, car l'Afrique est très en retard en ce qui touche le droit de la consommation.» Le professeur poursuivra donc sa collaboration au projet qui a permis de livrer, en avril dernier, une première ébauche de loi.

«Au départ, plusieurs pensent que la protection du consommateur ne concerne que les pays riches. Ce n'est pas ma vue. Bien sûr il faut des lois et des contraintes, mais il faut aussi moins consommer, pour moins polluer. Il faut voir la consommation comme durable. Il ne s'agit pas simplement d'avoir le maximum de produits et le meilleur rapport qualité/prix», explique le professeur qui observe avec étonnement certaines de nos habitudes, comme la consommation d'eau et le recours au crédit.

M. Bourgoignie travaille à développer l'aspect international et le droit comparé dans son champ d'expertise.

Il souhaite également se pencher sur la loi québécoise de protection du consommateur. «Ce qui faisait la spécificité de cette loi adoptée il y a plus de 30 ans, a un peu disparu. Depuis, il y a eu la réforme du Code civil. Mon impression première – il faudra valider – c'est que l'on pourrait en améliorer la logique et la cohérence, la moderniser, revoir certaines dispositions qui me semblent confuses, les garanties et les délais par exemple, tout en interrogeant l'utilité de pratiques comme l'offre de multiples garanties supplémentaires et payantes. Je vais donc me mettre à jour, et l'UQAM, avec un spécialiste comme le professeur Pierre-Claude Lafond, est le bon endroit pour le faire», note le professeur qui apprécie d'ailleurs le fait que l'Université, contrairement à d'autres, ait réservé une belle place au droit de la consommation.

Du côté de l'enseignement, M. Bourgoignie ne chômera pas non plus, puisqu'il donne deux cours ce trimestre, l'un à la maîtrise en droit privé, l'autre au baccalauréat en relations internationales et droit international, et qu'il en prépare un autre sur les droits de la personne. Il aura aussi à vider les 400 boîtes de livres qui ont fait avec lui la traversée de l'Atlantique! ●

2^e place au triathlon

Alexis Ascah, étudiant de 3^e année au baccalauréat en biochimie de l'UQAM, a remporté le 13 septembre dernier la deuxième place (Canada) aux Championnats canadiens universitaires de triathlon (première place au Québec) qui se tenaient à Montréal à l'Île Notre-Dame. Cette épreuve d'athlétisme en trois parties impose aux concurrents de nager

une distance de 1,5 km, de parcourir 40 km en vélo et de courir à pied sur 10 km.

Le jeune étudiant, qui pratique depuis cinq ans à peine cette discipline très exigeante, a remporté l'épreuve montréalaise en 1 heure, 55 minutes et 35 secondes, son meilleur chrono! À Boston le mois dernier, il est arrivé 21^e dans une épreuve de ni-

veau international où concourait notamment un ancien champion du monde de triathlon. Le 29 juin dernier, à Victoria où se tenait le «Nike Victoria International», il est arrivé 28^e avec un temps de 2 heures, 5 minutes et 59 secondes. Il faudra surveiller ce jeune champion qui est en tête du peloton sur la photo! ●



PUBLICITÉ

«Rare est la paternité heureuse dans le roman québécois»

Claude Gauvreau

«La figure du père dans notre littérature est problématique, voire tragique», affirme Lori Saint-Martin, du Département d'études littéraires. Mme Saint-Martin termine actuellement une analyse comparative de la figure paternelle et de la relation père-enfant dans le roman québécois depuis 1975, étude menée à la lumière de la critique féministe.

L'intérêt de Lori Saint-Martin pour cette question est né d'un précédent projet de recherche axé sur la relation mère-fille. Elle y montrait que cette relation, pivot de l'identité féminine selon de nombreuses théoriciennes féministes, était un thème marquant de l'écriture des femmes. «En menant la recherche, j'ai constaté que la figure du père était souvent présente, en filigrane, et que la relation père-fille notamment était importante dans beaucoup d'écrits féminins. C'est cette relation au père, quasi ignorée, que j'ai voulu étudier, tant dans les oeuvres de femmes que d'hommes.» Elle a alors choisi de confronter deux corpus de textes, masculins et féminins, permettant de recueillir des données comparatives sur la manière dont la question du père était posée.

Pour explorer les représentations récentes de la paternité, Lori Saint-Martin a travaillé essentiellement à partir de romans d'écrivains de tous âges. Du côté des femmes, elle a étudié des auteurs comme Monique Proulx, Jovette Marchessault, Francine D'Amours, Francine Noël, Élise Turcotte et, chez les hommes, Robert Lalonde, Stéphane Bourguignon, Louis Hamelin, Pierre Nepveu, Jacques Poulin, pour ne nommer que ceux-ci.

Une figure complexe

Il y a encore beaucoup de pères absents dans notre littérature, soutient Mme Saint-Martin. «Dans certains textes, on le bannit dès les premières lignes, soit parce qu'il est mort, soit parce qu'il est parti. Quand il est présent, il est souvent un mauvais père, ne tenant pas ses promesses, engendrant des insatisfactions et des déceptions. Il est faible, il boit, il est incestueux. D'ailleurs, le thème de l'inceste occupe une plus grande place dans la littérature québécoise, un phénomène relativement récent. Quant à la mère, omniprésente, elle exerce un pouvoir dans la famille, même si elle en a peu dans la société.»

Chez les auteurs masculins, les pères sont souvent malheureux et découvrent la paternité au moment où les enfants les quittent, souligne Mme Saint-Martin. «On sent beaucoup de douleur dans la représentation masculine de la paternité comme si les hommes, rejetant la figure du père autoritaire, ne savaient pas comment s'approprier leurs enfants. Il est vrai qu'ils disposent surtout d'anti-modèles auxquels ils ne veulent pas s'identifier. Parmi les écrivains qui sont dans la vingtaine, plusieurs ont été privés de leur père à cause d'une séparation et on devine chez eux une colère ou un manque. Dans les textes de femmes, on trouve davantage d'agressivité et même de la violence



Photo : Nathalie St-Pierre

Lori Saint-Martin, professeure au Département d'études littéraires.

à l'égard du père. Toutefois, on y présente à la fois des modèles positifs (mère aimante ou tendre) et négatifs (mère étouffante, envahissante) de la maternité.»

Il reste que les cas de paternité heureuse, tant chez les auteurs masculins que féminins, sont plutôt rares, reconnaît Mme Saint-Martin. Règle générale, le père est trop loin (ab-

sence physique) ou trop près (inceste). «Néanmoins, je ne voulais pas aborder la question du père uniquement dans une perspective traditionnelle, en le réduisant à une figure d'autorité ou à l'incarnation de la loi, même si ces images sont encore prégnantes dans plusieurs écrits. Il arrive aussi que le père soit un objet d'amour ou de désir pour ses enfants et un sujet désirant, tendre, aimant ou souffrant. Ce type de représentation de la paternité est peut-être encore minoritaire dans nos romans, mais il existe.»

Un nouvel intérêt

Lori Saint-Martin rappelle que les premières analyses féministes, en littérature, dénonçaient les «images» des femmes présentées dans les textes masculins. Par la suite, la plupart des critiques féministes ont délaissé ces textes pour se concentrer sur les seules productions écrites par des femmes. Cette évolution, naturelle et compréhensible selon elle, a eu toutefois pour conséquence une quasi-absence de lectures féministes récentes de textes d'hommes. «Compte tenu que la critique au féminin a considérablement évolué depuis une dizaine d'années, il importe d'examiner de nouveau les textes masculins, moins pour les dénoncer que pour les analyser en profondeur.»

Des écritures différentes?

Une lecture comparative comme celle

que propose Lori Saint-Martin permet aussi de poser une question qui se trouve au cœur de la réflexion féministe, celle de savoir si l'écriture porte des marques en fonction du sexe de l'auteur et ce, à partir d'un double corpus plutôt que des seuls textes de femmes. Une démarche rarement entreprise par la critique québécoise. «Quand on lit, on connaît toujours le sexe de l'auteur et cela colore, qu'on le veuille ou non, notre lecture. On lit différemment un auteur masculin et un auteur féminin. On a souvent dit que l'écriture des femmes était circulaire, émotive, subjective et que celle des hommes était linéaire et rationnelle. Maintenant, on a plutôt tendance à parler au pluriel d'écritures au féminin et au masculin. Personnellement, je ne crois pas qu'il y ait un style d'écriture proprement féminin ou masculin.»

Si nous ne sommes pas encore prêts à célébrer la paternité dans la sérénité, peut-être que les choses seront radicalement différentes dans vingt ans, s'interroge la chercheuse. «Actuellement, la question du père demeure complexe, mais cette recherche m'a amenée à éprouver une plus grande compassion pour les hommes... et pour les pères en particulier.» ●

Programme postdoctoral unique en recherche sur le suicide

Quatre stagiaires débutent dès cet automne

Claude Gauvreau

Pour la première fois, des chercheurs pourront s'inscrire à un programme postdoctoral international de formation en recherche sur le suicide. Ce nouveau programme transdisciplinaire d'une durée de deux ans, qui démarre cet automne, est offert par le Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE) de l'UQAM en collaboration avec d'autres organismes de recherche (voir encadré). Il a vu le jour grâce à une subvention de plus d'un million de dollars des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), et à l'appui financier du Fonds de recherche en santé du Québec (FRSQ).

Les fonds obtenus serviront également à créer, dès l'été 2004, un institut d'été où des chercheurs mondialement reconnus dans leur domaine d'expertise donneront des séminaires et des cours intensifs. Les thèmes à l'étude varieront d'une année à l'autre et seront accessibles à des participants autres que les stagiaires postdoctoraux, tels les professionnels du milieu de la pratique, qu'ils aient ou non un doctorat en poche.

«Ce programme est unique au monde», affirme son responsable, Brian Mishara, professeur au



Photo : Michel Giroux

Brian Mishara, professeur au Département de psychologie et directeur du CRISE.

Département de psychologie et directeur du CRISE. «Bien sûr, il existe déjà, dans certains pays, des groupes de recherche sur le suicide qui reçoivent des stagiaires postdoctoraux. Mais ceux-ci travaillent autour de problèmes très précis. Notre programme offrira une formation complète et sur mesure pouvant concilier des intérêts de recherche multiples et variés», d'observer M. Mishara. Ainsi, les stagiaires suivront des séminaires et des ateliers sur les méthodologies, théories et connais-

sances de pointe en recherche sur le suicide, selon diverses approches : épidémiologiques, psychologiques, sociologiques, anthropologiques et biomédicales. Ils pourront développer leurs habiletés méthodologiques ainsi que des projets de recherche sous la supervision de mentors.

«Le programme postdoctoral est vraiment innovateur de par son contenu transdisciplinaire, ses échanges internationaux et par l'utilisation de technologies de communication à distance, telles que les vi-

deoconférences et le système de monitoring par Internet», précise M. Mishara. «Nous voulons aussi mettre l'accent sur les implications pratiques des recherches grâce à la collaboration d'organismes communautaires et du milieu socio-sanitaire qui interviennent sur le terrain auprès de personnes suicidaires. Enfin, nous aimerions amener des chercheurs expérimentés, qui travaillent sur d'autres thématiques, à s'intéresser au problème du suicide.»

Le Canada accuse un retard marqué

Les pays où l'on retrouve le plus grand nombre d'études et de publications sur le suicide sont ceux qui ont fait de la recherche et de la formation en suicidologie une priorité, soutient M. Mishara. Au Canada, les recherches sur le suicide sont peu développées et le bassin de chercheurs dans ce domaine n'est pas non plus très imposant, ajoute-t-il. «En fait, plus de la moitié des chercheurs travaillant sur le phénomène du suicide se trouvent au Québec et sont pour la plupart rattachés à notre projet. Bref, nous accusons un retard par rapport à d'autres pays comme les États-Unis, l'Australie, la Suède ou la Finlande. Il est donc urgent d'ac-

Suite en page 7 ►

Si la philosophie m'était «comptée»

Claude Gauvreau

À quoi peut bien ressembler un philosophe? À quelqu'un de sérieux, voire d'austère, qui s'interroge constamment sur le sens de la vie? Mathieu Marion, du Département de philosophie, est plutôt chaleureux et drôle même si son objet de recherche n'est pas des plus légers... Historien de la philosophie, il s'intéresse aux fondements des mathématiques.

Ce titulaire de la nouvelle Chaire de recherche du Canada en philosophie de la logique et des mathématiques est régulièrement appelé à donner des conférences en Europe, dans les Amériques et en Afrique. À 41 ans, il est reconnu internationalement comme l'un des plus grands spécialistes de la philosophie des mathématiques de Ludwig Wittgenstein, philosophe autrichien mort en 1951. «Wittgenstein n'est pas très connu dans le monde culturel francophone, mais hors cet espace, il est considéré par plusieurs comme l'un des trois ou quatre plus importants philosophes du XX^e siècle. On a beaucoup écrit sur lui, notamment sur sa philosophie du langage, mais ses réflexions sur les mathématiques ont été peu étudiées», explique M. Marion.

Après un baccalauréat et une maîtrise en philosophie à l'Université de Montréal, Mathieu Marion mène des études doctorales à la très prestigieuse Université Oxford en Angleterre. «Je crois que je suis le premier Québécois à avoir obtenu un doctorat en philosophie de cette institution», précise-t-il. Puis, il enseigne à l'Université d'Ottawa avant de rejoindre les rangs de l'UQAM. «C'est le Département de philosophie qui a soumis ma candidature pour l'obtention de la chaire. En outre, mon domaine de recherches — la philosophie de la logique et des mathématiques — concerne directement le champ des sciences cognitives, un des



Photo : Michel Giroux

Mathieu Marion, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en philosophie de la logique et des mathématiques.

secteurs de développement privilégié par le plan stratégique de recherche de l'UQAM. Un plan qui prévoit aussi rassembler des chercheurs en psychologie, en linguistique, en informatique et en philosophie au sein de l'Institut des sciences cognitives.»

Comprendre les phénomènes mentaux

Selon M. Marion, la philosophie de la logique et des mathématiques peut jouer un rôle charnière dans le développement des sciences cognitives et de la théorie de l'intelligence artificielle, deux domaines actuellement en plein essor. Pourquoi? Parce qu'elle permet de mieux comprendre les

rouages de phénomènes mentaux comme ceux de la perception, de l'action, du langage et du raisonnement. «En intelligence artificielle, par exemple, on essaie notamment de concevoir des modèles computationnels du cerveau humain. Une information est perçue à l'entrée (*input*), puis est assujettie à des calculs à l'intérieur d'un processeur central d'où ressort une commande pour l'action ou la sortie (*output*). Percevoir, raisonner et agir forment ainsi une chaîne. Ce qui intéresse M. Marion, c'est la complexité des calculs ou leur modélisation entre l'entrée et la sortie, à travers l'utilisation d'outils mathématiques.

Mathieu Marion aime dialoguer avec des mathématiciens et des logiciens. «Le défi pour moi est de posséder suffisamment de culture scientifique pour ne pas dire de bêtises sur leurs travaux. Mais la discussion peut être très féconde et de ce point de vue les sciences cognitives permettent des échanges continuels entre chercheurs de différentes disciplines.» Par exemple, une question comme *Qu'est-ce que la conscience?* intéresse non

des cinq prochaines années sera de développer une philosophie de la logique mathématique en tant que théorie du calcul, des algorithmes et des machines en vue d'élaborer des modèles théoriques et informatiques de la rationalité humaine. «La logique moderne ne traite plus seulement de la vérité et du langage. Une grande partie des travaux récents en logique mathématique touche à la théorie des calculs et on espère qu'elle pourra déboucher sur le développement de certains systèmes de logique, comme la logique épistémique portant sur les croyances et les connaissances, dont l'importance est grande en sciences cognitives», explique le philosophe.

Mathieu Marion privilégie une approche qui reconnaît le caractère dynamique des calculs mathématiques. «Pendant longtemps, prédominait l'idée que les mathématiques étaient formées d'énoncés référant à un monde d'objets abstraits, statiques et indépendants de l'esprit humain. Je crois plutôt que les mathématiques, lorsqu'elles sont appliquées, doivent permettre, par une procédure de calcul ou d'algorithme, d'obtenir une solution à un problème. Il n'est plus question de se préoccuper du statut des théorèmes où l'existence d'une solution est démontrée sans que l'on puisse indiquer comment l'obtenir. Il vaut mieux se poser la question pratique de la complexité et de la construction des algorithmes, du temps qu'ils prennent à calculer la solution.» Bref, tout calcul doit être faisable en pratique et non pas seulement en principe, ajoute M. Marion. Il s'agira d'appliquer cette approche à l'étude de la rationalité dans le but de développer des systèmes capables

«La philosophie de la logique et des mathématiques peut jouer un rôle charnière dans le développement des sciences cognitives et de la théorie de l'intelligence artificielle»

seulement la philosophie mais aussi les sciences cognitives car, pour pouvoir expliquer ce phénomène, il faut savoir comment le cerveau fonctionne, souligne M. Marion. «Évidemment, le problème de la conscience n'est pas nouveau. En fait, en philosophie, on ressasse toujours un peu les mêmes questions. Avec Socrate et Platon, la plupart des grands problèmes philosophiques ont été posés. Depuis, certains philosophes ont été capables, parfois, de donner un système de réponses cohérentes à un ensemble de questions philosophiques. Mais au XX^e siècle, la philosophie s'est spécialisée et on trouve de moins en moins de ces philosophes qui tentent de grandes synthèses.»

Une théorie du calcul

L'objectif central des recherches que mènera Mathieu Marion au cours

de percevoir et de raisonner sur les connaissances.

Mathieu Marion aimerait créer autour de sa chaire, éventuellement, un centre interuniversitaire consacré à l'étude des fondements des mathématiques. «À Montréal, dans les divers départements de mathématiques et d'informatique, les logiciens sont nombreux mais dispersés. Un tel centre pourrait servir de lieu d'échanges pour la recherche fondamentale.» Enfin, la nouvelle chaire de M. Marion devrait contribuer à la formation d'un plus grand nombre de chercheurs en sciences cognitives, un domaine où le Canada connaît une importante pénurie de chercheurs ●

► Suite de la page 6

croître la capacité de recherche au Canada.»

Étant donné que les causes du suicide sont multiples, la recherche exige une étroite collaboration interdisciplinaire, notamment dans les domaines social, psychologique et biologique, explique M. Mishara. Aussi, le programme postdoctoral abordera des thèmes tels l'historique du phénomène du suicide, les facteurs de risque associés aux comportements suicidaires, les enjeux éthiques de la recherche, l'évaluation des effets des interventions en matière de prévention, etc. «Même la neurobiologie du suicide sera au programme car, depuis quelques années, des recherches suggèrent que des facteurs génétiques ou physiologiques pourraient contribuer à augmenter les risques du suicide chez certaines personnes, sans que l'on puisse pour autant établir de façon simpliste une relation de cause à effet.»

Jusqu'à présent, le CRISE a reçu une dizaine de demandes d'inscription, dont certaines provenaient de France et d'Afrique. L'objectif est

d'accueillir au moins six stagiaires par année, mais cet automne, le programme ne pourra en accueillir que quatre. La première année, ils seront à Montréal et pourront, selon leurs champs d'intérêt et de spécialisation, collaborer aux travaux de recherche du CRISE ou à ceux effectués par ses partenaires de l'hôpital Douglas et du Centre de recherche Fernand-Seguin de l'hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine à Montréal. Enfin, la deuxième année, le programme leur donnera la possibilité de poursuivre le stage en

Australie, à Paris ou à l'Université de Rochester aux États-Unis.

Le programme de formation sera publicisé non seulement dans les départements de sciences humaines de différentes universités, mais aussi dans le milieu médical et les écoles de médecine. «Nous voulons aussi accueillir des personnes qui s'intéressent aux problématiques de l'euthanasie et du suicide assisté, des domaines de spécialisation où les résultats de recherche sont encore trop peu nombreux», de conclure M. Mishara ●

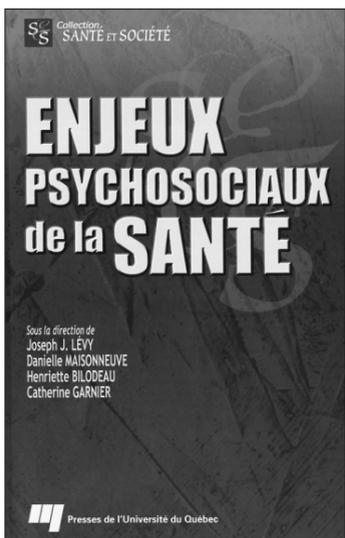
Un programme international

Le programme de formation postdoctorale est le fruit d'une collaboration internationale entre les chercheurs du CRISE et des spécialistes rattachés à d'autres centres de recherche :

- L'*Australian Institute for Suicide Research and Prevention*
- Le *Center for the Study and Prevention of Suicide* de l'Université de Rochester (États-unis)
- L'Union nationale de prévention du suicide (France)
- L'Institut national de santé et de recherche médicale (France)
- Le *McGill Group for Suicide Studies* de l'hôpital Douglas (Montréal)
- Le Centre de recherche Fernand-Seguin de l'hôpital psychiatrique Louis-Hippolyte Lafontaine (Montréal)

Santé et société

La question de la santé, on le sait, est au cœur des préoccupations et l'ob-



jet de débats nombreux dans les sociétés contemporaines. Dans un ouvrage publié sous la direction de quatre professeurs de l'UQAM (Joseph J. Lévy, Danielle Maisonneuve, Henriette Bilodeau et Catherine Garnier), intitulé *Enjeux psychosociaux de la santé*, des chercheurs analysent divers aspects de la santé dans l'espace public et privé en s'appuyant sur une approche multidisciplinaire.

La première partie porte sur les dimensions psychosociales de la santé de différentes populations, de même que sur la présentation d'interventions spécifiques et de leur évaluation. Les questions de santé au travail, notamment, font l'objet de plusieurs chapitres. La seconde partie traite des enjeux liés aux médicaments. Les innovations en matière de pharmacologie et leurs impacts économiques, sociaux, biomédicaux et psychologiques, placent en effet les médicaments au centre du système de santé.

Bref, cet ouvrage, le premier de la collection «Santé et société» aux Presses de l'Université du Québec, est à la fois un outil de réflexion et un appel à l'intervention, apportant un éclairage nouveau tant aux chercheurs qu'aux praticiens.

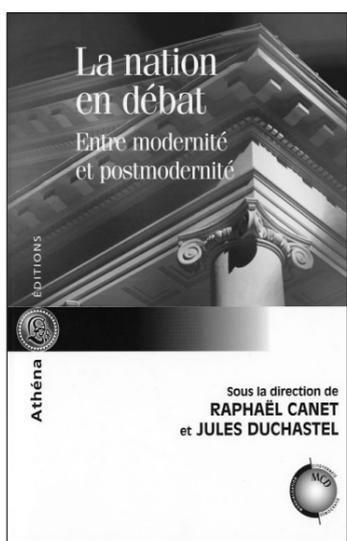
La place de la nation

Les États-nations sont-ils menacés par le processus de mondialisation qui en limiterait la souveraineté? La montée des revendications particularistes (femmes, homosexuels, handicapés, etc.) au sein même de ces sociétés nationales porte-t-elle atteinte

à la capacité d'intégration des communautés politiques modernes? Entre modernité et postmodernité, quelle est la place de la nation?

C'est à ce type de questions que tente de répondre *La nation en débat*, un ouvrage collectif publié aux éditions Athéna sous la direction de Raphaël Canet, agent de recherche à la Chaire du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, et Jules Duchastel, titulaire de la chaire.

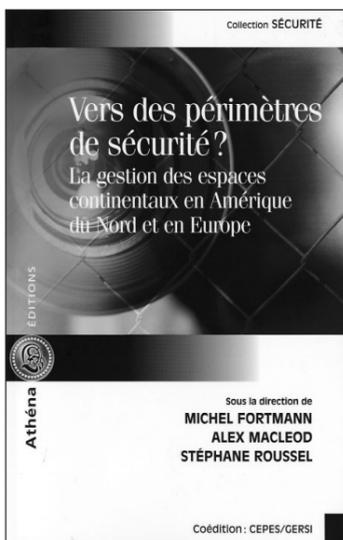
Selon les auteurs, le contexte actuel de mondialisation/fragmentation semble en effet remettre en question les liens de légitimation et de représentation qui unissent nation, État et société. Par le haut d'abord, du fait de l'effritement des pouvoirs régulateurs de l'État-nation au profit d'instances supranationales; mais aussi par le bas, en raison de la multiplication des revendications particularistes condui-



sant à une fragmentation sociale. Ce dernier phénomène serait particulièrement frappant dans les sociétés où la problématique identitaire est devenue centrale dans un contexte de flux migratoires de plus en plus hétérogènes.

Enjeux de sécurité

Qui n'a entendu parler de «périmètre de sécurité», de *Homeland Defense*, de Politique européenne de sécurité et de défense... mais sans trop savoir de quoi il s'agit? Dans l'ouvrage collectif *Vers des périmètres de sécurité?*, publié sous la direction conjointe des professeurs Alex Macleod et Stéphane Roussel du Département de science politique, et Michel Fortmann de l'Université de Montréal, divers auteurs nous rappellent que Nord-Américains et Européens sont en

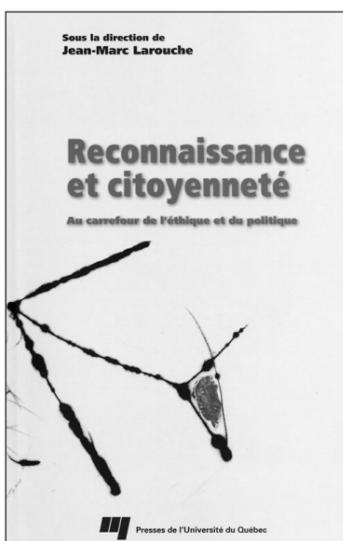


train de créer des instruments pour faire face aux défis d'un nouvel environnement de sécurité dans lequel la lutte contre le terrorisme occupe une place prépondérante.

L'ouvrage comporte deux parties portant successivement sur les expériences américaine et européenne en matière de lutte contre le terrorisme. La première traite des réactions nord-américaines aux événements du 11 septembre et des caractéristiques émergentes de ce que certains appellent «la forteresse de sécurité» continentale. La seconde partie examine les efforts régionaux en Europe dans le cadre de la lutte antiterroriste, des politiques migratoires et du contrôle des frontières. Dans le chapitre final, on tente d'évaluer de façon comparative les processus d'intégration sécuritaire en Europe et en Amérique du Nord. Publié aux éditions Athéna.

Éthique et politique

Durant les dernières années, les thèmes de la reconnaissance et de la citoyenneté — au cœur du présent ouvrage — ont largement été réactivés, dans un contexte où les enjeux et les



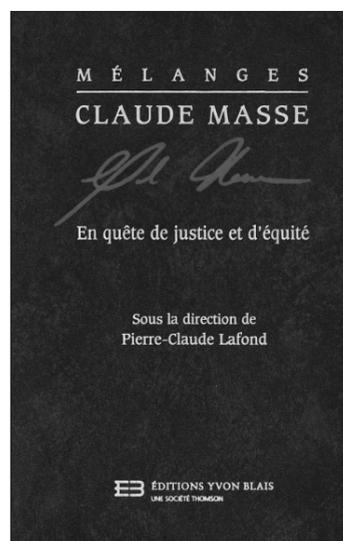
pratiques mêmes du «vivre ensemble» ont subi de profondes mutations.

Pour réfléchir plus à fond à ces questions, Jean-Marc Larouche, professeur au Département des sciences religieuses, a réuni une dizaine de sociologues, politologues, criminologues, philosophes et théologiens provenant du Québec et d'Europe. Parmi eux, certains explorent le concept de citoyenneté, tandis que d'autres traitent du cosmopolitisme ou de la reconnaissance des couples homosexuels. On y trouve également des analyses portant sur la mondialisation, ainsi que des études de cas diverses sur le système de soins de santé, les positions exprimées à la conférence de Durban sur le racisme ou la situation des femmes musulmanes immigrées.

Paru aux PUQ, *Reconnaissance et citoyenneté* s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux défis actuels de la pensée éthique et politique.

Hommage à Claude Masse

Sous la direction de Pierre-Claude Lafond, professeur au Département des sciences juridiques, est paru un



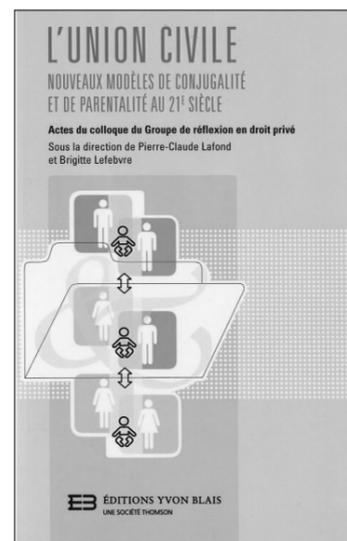
ouvrage collectif qui rend hommage à Me Claude Masse, professeur à l'UQAM et juriste éminent, bien connu pour sa contribution à l'avancement du droit privé et au développement d'une plus grande justice sociale au Québec.

Mélanges Claude Masse. En quête de justice et d'équité regroupe seize études s'inscrivant dans les trois grands domaines du droit privé qui ont fait partie des préoccupations de M. Masse en matière de recherche et d'enseignement : le droit de la consommation, le droit de la responsabilité civile et le droit des contrats.

Comme l'écrit le professeur Lafond dans le texte de présentation, «si le droit de la consommation existe et est devenu ce qu'il est aujourd'hui, le mérite lui revient en première place. Si bon nombre de citoyens québécois ont davantage accès à la justice, sans le savoir, ils le doivent en partie à ce pionnier.» À noter qu'un texte de Claude Masse est également inclus dans cet ouvrage publié aux éditions Yvon Blais.

Couple, famille et droit

La société évolue, ses mœurs se transforment, et le droit n'a souvent



d'autres choix que de s'adapter à ses nouvelles réalités, comme en témoigne l'actuel débat sur le projet du législateur fédéral de permettre le mariage entre homosexuels. Sous le titre *L'union civile – Nouveaux modèles de conjugalité et de parentalité au 21^e siècle*, les professeurs Pierre-Claude Lafond et Brigitte Lefebvre du Département de sciences juridiques ont réuni les textes de la quinzaine de conférenciers québécois, canadiens et français, issus tant du milieu juridique que social, qui ont participé au colloque organisé par le Groupe de réflexion en droit privé, en octobre dernier. Les auteurs y livrent le fruit de leur réflexion sur les nouveaux paradigmes conjugaux et familiaux, particulièrement ceux engendrés par l'union civile et les nouvelles règles de filiation adoptées au Québec en 2002, afin de tenir compte de la réalité de l'homoparentalité. L'ouvrage aborde les mutations du droit, corollaire d'une transformation radicale du couple québécois et de la famille. Publié aux Éditions Yvon Blais ●

PUBLICITÉ

Le professeur Kim Juniper du Département des sciences biologiques a été nommé directeur du Centre de recherche en géochimie et géodynamique (GÉOTOP-UQAM-McGILL). L'écologie aquatique et l'océanographie biologique représentent les deux principaux domaines de recherche de M. Juniper.

Autre nomination, celle de M. Denis Harrisson à la tête du Centre de

recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES). M. Harrisson est professeur de relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais. Pour ces deux nouveaux directeurs, il s'agit d'un premier mandat se terminant en mai 2006 ●

Célébrer la vie de groupe

Une centaine de représentants des groupes et associations étudiantes, de la Direction et des divers personnels de l'UQAM, ont répondu récemment à l'invitation de Michelle Serano, directrice des Services à la vie étudiante (SVE), à se joindre à une rencontre-cocktail visant à souligner la rentrée universitaire. Étaient notamment présents, le recteur Roch Denis, ainsi que le vice-recteur exécutif Jacques Desmarais, qui tous deux, ont tenu à souligner l'importance de l'implication étudiante et la qualité de la contribution des groupes et associations à la vie intellectuelle, culturelle et sociale de l'Université.

Mme Serano a pour sa part évoqué quelques-uns des grands enjeux et objectifs de son service pour l'année qui vient : la poursuite des travaux résultant de la consultation sur la mission des SVE; le renforcement du rôle des assos et groupes étudiants dans l'établissement des priorités du service afin d'en favoriser

l'amélioration continue; un soutien accru accordé à l'ensemble des initiatives étudiantes et un appui solide aux projets d'envergure que sont le «Capteur de rêves» et la radio CHOQ.fm, qui inaugurerait d'ailleurs, à cette occasion, son tout nouveau portail culturel.

Rappelons qu'à l'UQAM, chaque année, une quarantaine de groupes étudiants contribuent, chacun à leur façon, à la vie institutionnelle. Certains se préoccupent d'environnement, de coopération internationale ou d'analphabétisme. D'autres réunissent des étudiants d'une même origine ethnique et œuvrent à leur intégration. Quelques-uns font la promotion des arts et de la culture ou offrent des services spécifiques, qu'il s'agisse d'information juridique ou de voyages organisés. À ces groupes, il faut bien sûr ajouter les nombreuses associations étudiantes de programme et les associations facultaires ●



Photo : Michel Giroux

Dans l'ordre habituel : Myldred Alphonse de l'AEMA (Association étudiante du module en administration) et Sami Bouallegue de l'AESS (Association étudiante du secteur des sciences), en compagnie de la directrice des SVE, Michelle Serano, de Diego Gallego (Collège Frontière – Association des étudiants alphabétiseurs) et de Ky Nam Le Duc (AGEC-GL).

La passion dans tous ses états

Claude Gauvreau

Ah, la passion! Les philosophes, psychologues, écrivains ont noirci des milliers de pages sur cet état qui continue de susciter de vives... passions!

Le Laboratoire de recherche sur le comportement social (LRCS), dirigé par Robert Vallerand du Département de psychologie, mène plusieurs études sur ses manifestations dans le monde du travail, au sein des organisations, et à travers une kyrielle d'activités à caractère social, sportif et culturel. Selon M. Vallerand, la passion que l'on éprouve pour son travail ou pour une activité donnée se mesure, entre autres, au temps et à l'énergie que l'on y investit volontairement.

Fondé en 1987, le LRCS effectue des recherches dans le domaine de la psychologie sociale et expérimentale : «Notre mission consiste à faire progresser les connaissances relativement aux concepts de motivation sociale et de passion dans le but de contribuer à une meilleure compréhension de phénomènes sociaux tels que le décrochage scolaire, le *gambling* ou l'engouement pour le sport», d'expliquer M. Vallerand.

De la valorisation à l'obsession

À travers ses recherches et en s'inspirant d'autres chercheurs, Robert Vallerand en est arrivé à distinguer deux grands types de passion. D'abord, celle dite «harmonieuse» qui, comme son nom l'indique, permet aux individus de vivre une variété d'expériences satisfaisantes et valorisantes. «Plusieurs personnes peuvent être passionnées par leur travail ou par une activité donnée sans que cela les empêche de développer dans leur vie d'autres champs d'intérêt», précise M. Vallerand.

Mais il existe aussi une autre passion, l'«obsessive», qui envahit tout et provoque la dépendance. Elle domine en quelque sorte les gens qui éprouvent un tel sentiment, comme si l'identité personnelle et l'estime de soi se définissaient et s'exprimaient uniquement à travers une passion dévouée pour le travail, un sport donné ou le jeu, pour ne citer que ces quelques exemples. «Ces personnes



Photo : Michel Giroux

Robert Vallerand, professeur au Département de psychologie.

souffrent et se retrouvent en état de manque s'ils perdent leur travail ou s'ils doivent cesser de pratiquer leur activité préférée. Ils n'arrivent pas à investir leurs énergies ailleurs parce qu'ils n'ont pas développé d'autres champs d'intérêt. C'est la raison pour laquelle certains individus vivent la retraite de façon dramatique, comme c'est le cas, par exemple, pour des athlètes professionnels qui, ne pouvant se résigner à abandonner leur sport, tentent un retour avec plus ou moins de succès.»

L'exemple d'Internet

Depuis un peu plus d'un an, une équipe de recherche du laboratoire a amorcé une étude sur l'utilisation d'Internet à domicile et son impact sur les relations de couple et des autres membres de la famille. Le Web peut-il entraîner des problèmes de communication au sein de la famille ou au contraire la faciliter? Tout dépend du type de passion que l'on développe à son égard, affirme M. Vallerand.

«Selon diverses recherches, le temps d'utilisation d'Internet à la maison, tant chez les hommes que chez les femmes, oscille entre 6 et 40 heures par semaine. Les femmes, en particulier, aiment participer à des groupes de discussion sur différents thèmes. Quant aux hommes, ils affectionnent les sites consacrés aux sports, aux affaires et aux transactions en ligne. L'engouement pour Internet semble même constituer un phénomène transculturel qui traverse les frontières», soutient M. Vallerand.

Si l'on constate un emballement pour l'efficacité d'Internet et pour les découvertes que l'on peut y faire, on observe également un problème de dépendance chez 2% à 10 % des utilisateurs. «Certains sont même forcés de suivre une thérapie», souligne M. Vallerand. Enfin, la passion obsessionnelle pour Internet nuitrait aux relations entre conjoints ou autres membres de la famille.

Satisfaire des besoins

Au fil des ans, le laboratoire de recherche sur le comportement social a publié près de 150 articles dans les meilleures revues, obtenu plus de 3 millions \$ en subventions de recherche et a supervisé les travaux de plusieurs étudiants des cycles supérieurs dont une douzaine ont obtenu un poste de professeur dans différentes universités. Dans ses travaux, le laboratoire accorde en effet une grande importance à l'implication des étudiants. «Avec Pierre Provencher (professionnel de recherche) et Claudette Leblanc (secrétaire de direction) nous voulons les motiver et satisfaire leur besoin d'autonomie dans leurs propres recherches. Enfin, nous mettons l'accent sur le sentiment d'appartenance à l'équipe, à travers notamment des activités sociales ou sportives qui favorisent les liens.» Robert Vallerand applique donc ce qu'il prêche dans la formation même des étudiants, en favorisant la passion harmonieuse pour la recherche. Après tout, comme il le dit lui-même, «rien de plus pratique qu'une bonne théorie.» ●

PUBLICITÉ

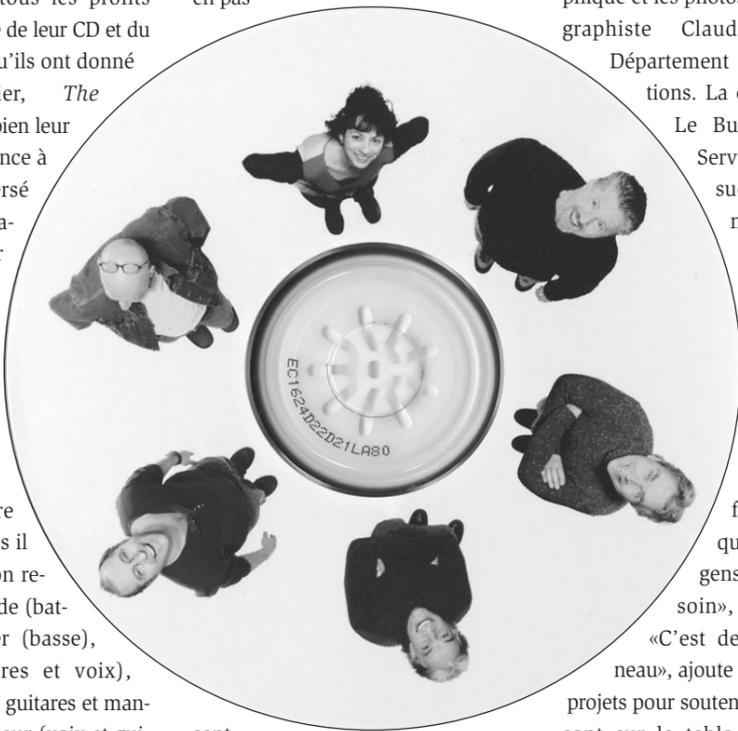
Lamentables ... mais respectables

Michèle Leroux

■ Ils ont en commun une passion : la musique. S'ils jouent, c'est d'abord pour le plaisir, mais aussi pour soutenir les «bonnes causes». La dernière en lice est *Infirmières sans frontières*. En dédiant tous les profits provenant de la vente de leur CD et du spectacle-bénéfice qu'ils ont donné en avril dernier, *The Lamentables* – c'est bien leur nom, que l'on prononce à l'anglaise – ont versé 4 200 \$ dans la cagnotte, afin de mener au Sénégal, en novembre prochain, huit finissants et deux enseignants en soins infirmiers du Cégep du Vieux-Montréal.

Sous la bannière des *Lamentables*, nés il y a un an et demi, on retrouve Claude Lalonde (batterie), Jean Pelletier (basse), Pierre Grou (guitares et voix), Benoît Prigent (voix, guitares et mandoline) et Pierre Lafleur (voix et guitares), tous de l'UQAM : Service de l'audio-visuel, Département des communications et Centre sportif. La conjointe de Jean, Nicole Caravecchia (claviers et voix), enseignante à la Commission scolaire de Montréal, complète le groupe. Pour ces six musiciens amateurs, les soirées du jeudi, leur rendez-vous hebdomadaire, sont presque sacrées. «Tout le monde a hâte de se retrouver chez Jean. On s'amuse et on rigole, mais on apprend et on s'améliore», explique Claude, dont la fille Myriam fait partie de l'équipe qui s'envolera au Sénégal.

Le groupe a jusqu'ici interprété des chansons de différents styles. Le CD, tiré en 250 exemplaires numérotés (et malheureusement épuisés), combine différents genres musicaux, allant de Souchon (*Foule sentimentale*) à Green Day (*Misery*), en pas-



sant par Aznavour (*Je m'voyais déjà*), R.E.M. (*Losing my religion*) et Manu Chao (*Clandestino*). «Les chansons que l'on choisit sont celles où tout le monde y trouve son compte. Quand l'air plaît à tous, on travaille nos propres arrangements, notre sonorité, on trouve un style, on met nos couleurs. Tout se fait par consensus. Il n'est pas question de jugement sur la qualité de l'un ou de l'autre, ni de business, ni d'agent. Tout ce qui compte, c'est le plaisir», explique Jean.

Outre les membres du groupe et de leurs familles, de nombreux ar-

tistes et artisans ont collaboré à la production du disque et du spectacle intitulé *Du fric pour l'Afrique*. Le CD, par exemple, a été enregistré et mixé au studio Baluchon par Alain Leblanc, le directeur musical de Jean-Pierre Ferland. La conception graphique et les photos sont l'œuvre du graphiste Claude Rioux, du Département des communications. La compagnie Sony, Le Bureauophile et le Service de l'audio-visuel comptent parmi les commanditaires.

Comme ce fut le cas pour le projet Sénégal, les *Lamentables* aiment participer à des collectes de fonds. «On veut que cela profite aux gens qui en ont besoin», précise Jean. «C'est devenu notre créneau», ajoute Claude. Quelques projets pour soutenir des organismes sont sur la table, mais restent à confirmer. La possibilité d'un deuxième disque n'est pas écartée, peut-être même avec des compositions du groupe. Souhaitons que ce mariage tout à fait heureux du plaisir et de la philanthropie continue de combler nos oreilles et de porter fruit ●

The Lamentables et leur CD. Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du haut : Nicole Caravecchia, Pierre Lafleur, Pierre Grou, Claude Lalonde, Jean Pelletier et Benoît Prigent.

SUR LE CAMPUS

LUNDI 22 SEPTEMBRE

Centre d'écoute et de référence

Exposition interactive : «La Caravane de la tolérance», de 9h à 19h, jusqu'au au **26 septembre**.

Grande Place du Pavillon Judith-Jasmin.

Renseignements :

Hélène Labelle

987-8509

centre_ecoute@uqam.ca

www.ecoute.uqam.ca

MARDI 23 SEPTEMBRE

Galerie de l'UQAM

Expositions : «Épreuve de distance»

et «Adi Nes. Photographies»,

jusqu'au **4 octobre**, du mardi au

samedi, de 12h à 18h.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.

Renseignements : 987-8421

galerie@uqam.ca

www.galerie.uqam.ca

Programme ICI (Intervenants culturels internationaux)

Conférence de Wang Qinsong, artiste chinois, de 12h45 à 13h45.

Pavillon J.-A.-DeSève,

salle DS-M425.

Renseignements :

Clara Bonnes

bonnes.clara@courrier.uqam.ca

SVE-Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «L'étude efficace», de 18h à 19h30 à la salle DS-2180; également

du **23 au 25 septembre** de 12h30 à

14h, à la salle DS-5300.

Pavillon J.-A.-DeSève,

salle DS-5300.

Renseignements :

Christian Bégin

987-3185

begin.christian@uqam.ca

www.uqam.ca/aide-apprentissage

Chaire Économie et humanisme

Conférence publique : «L'économie solidaire : de l'Argentine au Québec», de 12h45 à 13h45.

Conférencier : Carlos La Serna, Université nationale de Córdoba en Argentine, chercheur invité au CRISES.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-M110.

Renseignements :

Véronique Bisailon

987-3000, poste 3362

bisailon.veronique@courrier.uqam.ca

www.ceh.uqam.ca/

MERCREDI 24 SEPTEMBRE

SVE-Aide et soutien

à l'apprentissage

Atelier : «La lecture efficace»,

groupe 2, de 9h30 à 11h30 et les

mercredis **24 septembre**, 1^{er} et

8 octobre.

Inscription obligatoire.

Renseignements :

Christian Bégin

987-3185 ou salle DS-2110

begin.christian@uqam.ca

www.uqam.ca/aide-apprentissage

Centre de design

Exposition : «Alvaro Siza, architecte. Projets, 1961-1999», jusqu'au

2 novembre, du mercredi au

dimanche de 12h à 18h.

Pavillon de design, salle DE-R200.

Renseignements :

987-3395

centre.design@uqam.ca

www.unites.uqam.ca/design/centre/centre.html

Département d'études littéraires

«Concevoir l'espace nordique

en littérature», à 14h.

Conférencière : Isabelle Décarie.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-4660.

Les enjeux de l'eau

■ Dans le cadre de l'Année internationale de l'eau douce, la Ville de Montréal organise une série d'événements dont le volet scientifique a été confié à l'Institut des sciences de l'environnement (ISE). L'Institut invite le grand public à participer à cinq grandes conférences sur les enjeux de la crise hydrique qui secoue la planète : **23 octobre 2003** – Enjeux et impacts socioéconomiques et écologiques des petits et grands barrages hydroélectriques. **20 novembre 2003** – L'état de santé du Saint-Laurent : pourquoi, à quel prix et pour quel avenir? **19 février 2004** – Continentalisation : l'eau de l'Amérique ou l'eau des Américains? **25 mars 2004** – L'eau et les suites de la politique québécoise de l'eau : constats, enjeux et défis.

Chacune de ces conférences réunira des chercheurs, des experts et des intervenants des milieux universitaires, gouvernementaux et écologistes. Elles auront lieu au pavillon DeSève (DS-R510), 320, rue Sainte-Catherine Est, de 19 h à 22 h.

Pour de plus amples renseignements, on s'adresse à Mme Catherine Limoges, coordonnatrice à l'ISE (987-3000, poste 8763) ●

PUBLICITÉ

Renseignements :

987-4125
www.unites.uqam.ca/dlitt

Chaire Raoul-Dandurand

Conférence-midi : «Le nouvel intérêt asiatique pour les accords de libre-échange : vers une communauté économique asiatique ou une rivalité sino-japonaise?», de 12h30 à 14h00.

Conférencier : Éric Boulanger, chercheur du Groupe sur l'économie et la sécurité, Chaire Raoul-Dandurand.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316.

Renseignements :

Colette Fortin
 987-6781
fortin.colette@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

Département des sciences économiques

Séminaire : «Combattre le trafic d'enfants», de 12h45 à 13h45.

Conférencier : Stéphane Pallage, professeur, Département des sciences économiques.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-M130.

Renseignements :

Stéphane Pallage
 987-3000, poste 8370
www.unites.uqam.ca/eco/r_eco_lunchs_f.html

JEUDI 25 SEPTEMBRE

CIRDEP (Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente)

Les midis du CIRDEP : «Une méthode biographique en sociologie».

Conférencier : Claude Dubar

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Pavillon de l'Éducation, salle N-5050.

Renseignements :

Brigitte Voyer
 987-3000, poste 6540
www.cirdep.uqam.ca

Département de philosophie

Séminaire de recherche en épistémologie économique :

«L'analytique et le synthétique en économie», à 14h. Organisé conjointement avec le Groupe de recherche en épistémologie comparée, le CIRST, ainsi que le Département des sciences économiques.

Conférencier : Philippe Mongin.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.

Renseignements :

Robert Nadeau
 987-4161
www.philo.uqam.ca/

VENDREDI 26 SEPTEMBRE

SVE-Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «La lecture efficace», groupe 3, de 9h30 à 11h30 et les vendredis 3 et 10 octobre.

Inscription obligatoire.

Renseignements :

Christian Bégin
 987-3185 ou salle DS-2110
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence scientifique : «L'étoffe dont sont tissés les rêves :

Joseph Delboeuf et l'effet placebo», de 12h30 à 14h.

Conférencier : André Leblanc, CIRST.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements :

987-4018
cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

Département de musique

«Journée de la culture, édition 2003», jusqu'au 28 septembre.

Récitals de piano, de chant, concerts, atelier d'art dramatique, etc.

Pavillon de musique, 3^e étage.

Renseignements :

Hélène Gagnon
 987-3000, poste 0294

SAMEDI 27 SEPTEMBRE

Faculté des lettres, langues et communications

Séance de lecture publique :

«Les belles voix de la relève en littérature», de 14h à 17h. Organisé en collaboration avec la Galerie de l'UQAM, dans le cadre des *Journées de la culture 2003*.

Animatrice : Louise Dupré; participants : Léon-Guy Dupuis, Benoît Jutras, Maryse Latendresse, Jérémie Leblanc, Marie-Hélène Poitras, diplômés du Département d'études littéraires.

Galerie de l'UQAM (J-R120).

Renseignements :

Julie Sergent
 987-3000, poste 2241
sergent.julie@uqam.ca

LUNDI 29 SEPTEMBRE

Centre d'études interdisciplinaires Wallonie-Bruxelles

«Simenon et Hergé : une jeunesse dans la presse catholique de l'entre-deux-guerres», à 19h.

Théo Hachez, directeur de la *Revue Nouvelle*, mensuel socio-politique et culturel belge.

Pavillon Athanase-David, salle DR-200.

Renseignements :

Élodie Gérard
 987-3000, poste 5683
centre.wallonie-bruxelles@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/walbru

MARDI 30 SEPTEMBRE

Département de philosophie

Séminaire de recherche en épistémologie économique : «Le positif et le normatif en économie», à 10h.

Conférencier : Philippe Mongin.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.

Renseignements :

Robert Nadeau
 987-4161
www.philo.uqam.ca/

IREF (Institut de recherches et d'études féministes)

«Réalités des familles homoparentales en France», de 12h30 à 14h.

Conférencière : Martine Gross, ingénieure de recherche en sciences sociales au CNRS (Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux) et co-présidente de l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL).

Pavillon de l'Éducation,

salle N-4860.

Renseignements :

Céline O'Dowd
 987-6587
iref@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/iref

Département des sciences juridiques

Conférence : «Services d'intérêt général et protection des droits du citoyen. Expériences nationales, régionales et internationale», de 12h30 à 14h.

Organisée par le Groupe de réflexion en droit privé.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-2235.

Renseignements :

Thierry Bourgoignie
 987-3000, poste 4399

SVE-Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «La lecture efficace», de 15h à 17h et les mardis 7 et 14 octobre.

Inscription obligatoire.

Renseignements :

Christian Bégin
 987-3185 ou local DS-2110
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

SVE-Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «Attention et concentration», de 18h à 19h30 à la salle DS-2180; également du 30 septembre au 2 octobre de 12h30 à 14h, à la salle DS-5300.

Renseignements :

Christian Bégin
 987-3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

MERCREDI 1^{er} OCTOBRE

Centre Pierre-Péladeau

«Projet Beethoven», concerts gratuits avec le pianiste Pierre Jasmin, à 12h, également les

8, 15, 22, 29 octobre.

Hall d'entrée du Centre

Pierre-Péladeau.

Renseignements :

987-6919
www.centrepierrepeladeau.com

Département des sciences économiques

Séminaire : «Travailler à la Banque du Canada», de 12h45 à 13h45.

Conférencière : Lise Pichette, Banque du Canada.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-M130.

Renseignements :

Stéphane Pallage
 987-3000, poste 8370
www.unites.uqam.ca/eco/r_eco_lunchs_f.html

JEUDI 2 OCTOBRE

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Conférence publique : «Les comités nationaux d'éthique : conseillers du Prince et/ou animateurs du débat public? Le cas du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé en France (CCNE)», à 12h30.

Conférencière : Geneviève Caillé, chercheuse adjointe à la Chaire MCD.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.

Renseignements :

Emmanuelle Juan
 987-3000, poste 3366
juan.emmanuelle@uqam.ca
www.chaire-mcd.ca/

Département de philosophie

Séminaire de recherche en épistémologie économique :

«L'a priori et l'a posteriori en économie», à 14h.

Conférencier : Philippe Mongin.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.

Renseignements :

Robert Nadeau
 987-4161
www.philo.uqam.ca/

VENDREDI 3 OCTOBRE

CIRPÉE (Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi)

Conférence : «Imperfections du marché du travail et macro-dynamique», de 13h à 18h et le 4 octobre de 9h à 18h.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Josée Parenteau
 987-6181
parenteau.josée@uqam.ca
www.cirpee.org/

CIRST

Conférence scientifique : «The Mythology of Nanotechnology», de 12h30 à 14h.

Conférencier : Davis Baird,

Université de la Caroline du Sud.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements :

987-4018
cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

Centre de Neurosciences de la Cognition

Conférence publique : «Action-Producing Frames of Reference in the Nervous System», à 15h.

Conférencier : Anatol Feldman, Université de Montréal et Institut de réhabilitation de Montréal.

Pavillon J.-A.-DeSève,

salle DS-1950.

Renseignements :

Sanja Obradovic
 987-7002
www.unites.uqam.ca/cnc/cogsci

Date de tombée :

Les informations à paraître sous la rubrique *Sur le campus* doivent être envoyées à la rédaction au plus tard 10 jours précédant la parution du journal. Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/bref/form_calendrier.htm

Prochaines parutions :

6 octobre et 20 octobre.

PUBLICITÉ

La double vie de Louise Champagne

Céline Séguin

Louise Champagne est coordonnatrice à la Faculté des sciences de l'éducation. Mais une femme peut en cacher... une autre! À preuve, cette employée de l'UQAM compte parmi les auteurs préférés des enfants, tombés sous le charme de sa jeune héroïne : *Zaza*. Pour ne pas décevoir son public, qui attend impatiemment la suite des aventures «zazaïennes», Louise écrit aux aurores ou tard dans la nuit. Elle écrit aussi les week-end, et bien sûr, ses vacances d'été, elle les passe au bord de la page.

«C'est le bonheur d'écrire!» lance celle qui s'est imposée une discipline de fer pour assouvir sa passion. D'ailleurs, il suffit d'évoquer la création littéraire pour voir son visage s'illuminer, ses yeux se remplir

d'étoiles. Un plaisir contagieux. Son premier roman jeunesse, *Appelle-moi Zaza!*, lui a valu d'être finaliste au Prix Cécile Ringuet (2002), en plus de figurer au Palmarès Communication-Jeunesse 2003 (voir encadré). Enfin, son tout récent *C'est ça, la vie?*, destiné aux préadolescents, a été «full» bien accueilli. De l'excellent champagne, quoi!

Du rêve à la réalité

Ce succès, Louise ne s'y attendait pas, ni qu'elle réaliserait un jour son rêve : devenir écrivain. «Adolescente, j'écrivais des poèmes, je tenais un journal, j'étais boulimique de lecture. Comme j'avais tout lu à la bibliothèque pour enfants de mon petit patelin, j'avais eu la permission de fréquenter celle des adultes. Pourtant, il n'y avait pas de livres chez nous, à la

ferme, mais il y avait de merveilleux conteurs, au langage coloré et imagé.»

C'est en 1992 qu'elle publie son premier recueil de nouvelles, *Chroniques du métro*, débuté dans le cadre du certificat en création littéraire à l'UQAM. «Paul Chamberland, mon prof à l'époque, m'a dit : *Allez, écris encore et c'est bon pour publication*. J'ai répondu : *J'oserai jamais, t'es fou!*, mais finalement, j'ai suivi son conseil. J'ai envoyé mon manuscrit à onze maisons d'édition et après dix refus, j'ai reçu un coup de fil positif. J'y croyais pas, j'étais certaine qu'on me faisait une blague!»

Au même moment, Louise crée le personnage de *Zaza*, cette fois dans un cours donné par Dominique Demers, au certificat en littérature jeunesse. Qui est *Zaza*? C'est l'autre personnalité d'Élizabeth, une fillette métissée, confrontée à de dures épreuves : sa mère, haïtienne, a quitté la maison, son père est alcoolique, et sa meilleure amie va déménager. Heureusement, elle découvre qu'elle peut prédire l'avenir. Armée de sa boule de cristal, *Zaza* se donne alors pour mission — bien avant Amélie Poulain! — de rendre les gens heureux.

Le projet «dort» quelque temps car Louise s'engage dans un certificat en communication, suivi d'une maîtrise en études littéraires. «Je n'ai rien publié entre 1992 et 2001, mais j'ai écrit des dramatiques radiophoniques et j'ai repris et peaufiné *Zaza*, avec l'appui généreux de Dominique Demers.» Québec-Amérique se montre emballé et propose d'en faire une

Zaza prend position

Appelle-moi Zaza! s'est classé au Palmarès Communication-Jeunesse 2003 parmi les cinq livres les plus populaires auprès des 9-12 ans. Ce Palmarès, qui en est à sa 15^e édition, est établi par le vote populaire d'environ 10 000 enfants partici-

pant aux clubs de lecture disséminés à travers la francophonie canadienne. L'hommage est d'autant plus important que les livres acclamés ont été sélectionnés parmi quelque 200 titres.

serie de trois volumes. Louise retrouve ses manches et relève le défi. Le premier tome est un succès, le second, *L'effet Zaza!*, paraîtra sous peu et le troisième, *Zaza.com*, sortira au printemps.

L'idole des jeunes

Louise effectue régulièrement des tournées dans les bibliothèques et les écoles du Québec, une activité qu'elle adore. «*Zaza* est diseuse de bonne aventure, elle a un don. Quand j'entre en classe, je dis aux enfants que je suis persuadée qu'ils ont un don, eux aussi. Et là, on se lance dans des discussions, on invente des histoires et de nouveaux héros, à partir de leur propre imaginaire. Bref, on fait de la création, c'est fantastique!»

Les enfants lui posent une multitude de questions. Certaines drôles et naïves, d'autres plus graves, en rapport avec les thèmes abordés dans ses romans : la séparation, la solitude, la violence, l'alcoolisme... «Un enfant m'a déjà demandé si mon papa à moi buvait comme celui de *Zaza*. Je ne mens jamais aux enfants. Alors, je lui ai dit oui, mon papa était comme ça mais aujourd'hui, ça fait 35 ans qu'il ne boit plus. L'enfant qui pose cette question, c'est souvent parce qu'il vit ce problème, alors moi, je trouve important de lui donner de l'espoir, en évoquant les possibilités

de s'en sortir.»

L'espoir, Louise Champagne est bien placée pour en parler. Avant d'être auteure-jeunesse à succès, elle a drôlement roulé sa bosse. Diverses expériences ont alimenté l'écrivain qui sommeillait en elle. «Mes parents avaient une flotte de taxis dans Lanoraie et à 17 ans, j'assumais mon *shift*. Quand t'es chauffeur de taxi, t'embarque des gens qui te racontent des histoires incroyables!» Puis, elle sera serveuse à Joliette, barmaid à Montréal, et enfin, travailleuse en garderie. C'est là qu'elle rencontre des chercheurs du CIRADE qui lui offrent, en 1981, un emploi à l'UQAM.

L'Université sera pour elle un véritable lieu d'épanouissement. Elle y a travaillé, a pu y étudier gratuitement et fait des rencontres déterminantes. Même si les collègues de travail sont chouettes, concilier les fonctions de coordonnatrice et d'auteure n'est pas aisé. «Je prends des congés sans solde pour visiter les écoles et les vacances, on oublie ça! J'aimerais me consacrer uniquement à l'écriture. Avoir une année sabbatique, comme les profs, ça serait merveilleux!» Ses projets? Écrire un roman (un jour!) sinon, publier un autre recueil de nouvelles, et bien sûr, continuer dans le roman-jeunesse ●



Photo : Michel Giroux

Louise Champagne, coordonnatrice à la Faculté des sciences de l'éducation.

PUBLICITÉ